

L'économie expliquée par ma fille

Des élèves du lycée du Nord veulent familiariser les jeunes avec l'économie, comme jeudi soir, à l'occasion d'une rencontre avec Carole Thelen et Jean-Claude Reding.

«Fifteam - envie de comprendre» est une minientreprise créée à l'initiative de l'association Jonk Entrepreneurs pour la promotion de l'esprit d'entreprise.

De notre journaliste
Frédéric Braun

S'attaquer à des sujets réputés complexes afin de s'approprier des thèmes qui effraient, pour les rendre accessibles à un public jeune, telle était l'idée de base de la minientreprise «Fifteam - envie de comprendre», composée d'élèves issus d'une classe de 12^e CG du lycée du Nord de Wiltz.

Comme l'explique le jeune Pit Baustert, administrateur délégué, le groupe s'est concentré sur quatre thèmes

de l'économie : le chômage, les cotisations et l'impôt, le budget d'État et l'inflation. Quatre thèmes explicités dans quatre brochures, mises en page par Grégory Molitor et rassemblées dans un coffret en bois fabriqué par les élèves eux-mêmes.

Jeudi soir, Fifteam avait réuni le directeur de la Chambre des salariés, Jean-Claude Reding, et le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, pour un débat au forum Geesseknäppchen, à Luxembourg-Merl, avec au centre, les quatre thèmes abordés.

Jean-Claude Reding a d'abord attiré l'attention sur le fait qu'il est devenu extrêmement difficile de trouver un logement avec un salaire moyen. Pour l'ancien président du syndicat OGBL, une hausse du re-

venu minimum s'impose, car de plus en plus de salariés seraient exposés à la précarité et, parmi ceux-ci, beaucoup de jeunes parents.

➤ Augmenter la flexibilité au travail

Carlo Thelen a pour sa part réfuté tout lien direct entre la politique salariale et la politique du logement. Augmenter le salaire minimum n'aurait aucun sens, aucune entreprise n'étant plus, dès lors, intéressée par le fait d'embaucher du personnel peu qualifié. «C'est peut-être dur, mais c'est ainsi», s'est borné à constater le directeur de la Chambre de commerce. La demande de personnel hautement qualifié aurait d'ailleurs augmenté.

Interrogé par Jacques Drescher, directeur du journal satirique *De nei Feierkrop*, qui animait le débat, Carlo Thelen a estimé que le gouvernement avait pris un peu de retard, mais a salué le partenariat pour l'emploi conclu entre ce dernier et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL). Un accord qui, néanmoins, exigerait des efforts de la part des entreprises mais aussi de la part du gouvernement qui doit poursuivre la modernisation de l'Agence pour le développement de l'emploi (Adem), et permettre plus de flexibilité au sein des entreprises. Dans ce contexte, l'économiste a regretté que la période de référence, où un employeur peut déterminer une durée normale de travail plus souple, ne soit que d'un mois au Luxembourg : «Cela empêche les entreprises de développer leurs activités.» Il estime d'ailleurs que les réformes nécessaires (NDR du secondaire et de la formation professionnelle) feront «perdre encore beaucoup de temps» au pays.

➤ Imposer davantage le capital

Le directeur de la Chambre des salariés s'est lui dit choqué par une étude réalisée en partenariat avec l'université du Luxembourg sur la flexibilité au travail, dans le cadre de laquelle la plupart des personnes interrogées auraient déclaré travailler en moyenne plus de 40 heures par semaine. Jean-Claude Reding d'ailleurs rappelé l'importance des contrats collectifs sans lesquels l'employé individuel serait «affaibli». Il a aussi fustigé le secteur bancaire qui aurait beaucoup licencié au lieu d'investir dans la formation continue. Carlo Thelen, lui, ne pense pas comme l'ancien syndicaliste que les contrats à durée déterminée mènent nécessairement à la précarité. Ils offriraient, au contraire, aux entreprises plus de flexibilité.

Autre sujet de désaccord : les impôts. Pour Jean-Claude Reding, les revenus issus du travail continueront d'être imposés alors que le capital ne le serait pas assez. Carlo Thelen a tenu un tout autre discours en servant de la France comme repoussoir, pays où faire du bénéfice serait «suspect». Pour l'économiste, la hausse de la TVA au Luxembourg aurait surtout affecté les entreprises, pourtant soucieuses de réduire l'effet pour le consommateur.

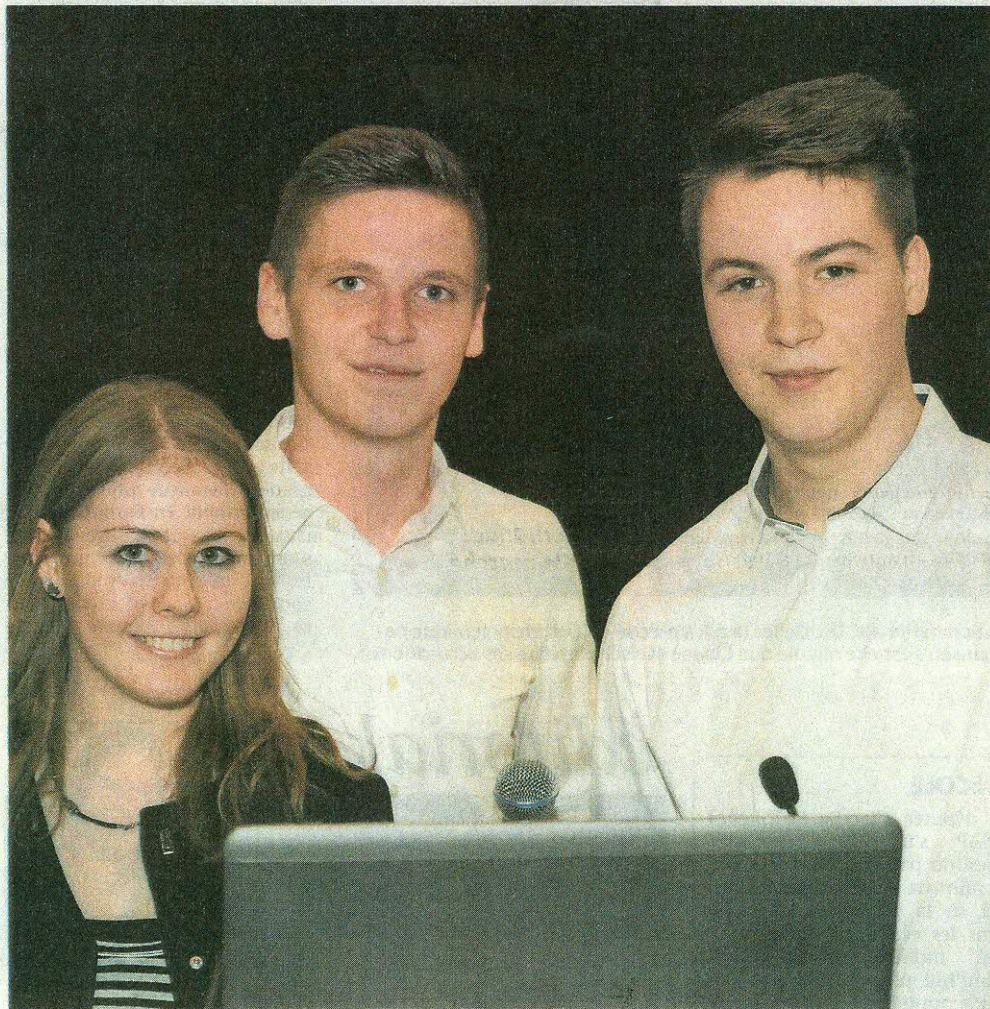


Photo : français aussems

Les jeunes entrepreneurs de Fifteam ont publié quatre brochures consacrées à des thèmes économiques.